

Christophe Boutin analyse la situation des droits de l'homme dans les camps de Tindouf

(Medi 1 tv, mardi 11 février 2014)



Interrogé sur la situation dans les camps de Tindouf, placés sous le contrôle de l'armée algérienne et des miliciens du Polisario, le professeur Christophe Boutin, vice-président de l'Association de promotion des libertés fondamentales a déclaré sur la chaîne de télévision Medi1, le mardi 11 février 2014 :

« Les soulèvements dans les camps de Tindouf étaient prévisibles. En effet, le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la région du Sahara occidental, d'avril 2013, notait que le Polisario fait l'objet d'une contestation de plus en plus grande. Le rapport mentionnait également l'exaspération de la jeunesse des camps. Enfin sur les droits de l'homme enfin, le Secrétaire général, remarquait qu'on ne sait pratiquement rien de ce qui se passe à Tindouf. C'est dire qu'il règne dans ces camps une totale opacité, c'est une chape de plomb.

Mais aujourd'hui, il y a des ONG importantes qui font savoir qu'elles s'inquiètent du blocage par l'Algérie qui empêche l'accès des observateurs dans les camps. Ces inquiétudes contrastent avec l'attitude de certaines ONG partiales qui font de la propagande anti-marocaine mais ferment les yeux sur la situation des populations sahraouies des camps en Algérie, je pense par exemple à la fondation Kennedy.

Ce qui est en question est aussi la question du travail du HCR dans les camps de la région de Tindouf. Tout le monde déplore qu'il n'y ait jamais eu de recensement des populations des camps, portant aussi bien le nombre exact des personnes que sur leurs origines exactes. Sur ce point encore, il y a un blocage total des autorités algériennes

Dans les années qui viennent le regard de la communauté internationale sur la situation insupportable dans les camps de Tindouf va évoluer.

En tout cas une action d'information s'impose. A cet égard, je participerai, le mardi 18 février, à une réunion d'information sur ce sujet organisée à l'Assemblée nationale à Paris, avec le professeur Abdelhamid el Ouali qui a travaillé au HCR et vient de publier un ouvrage de référence sur la question des camps de Tindouf ».